Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 29 (1992)
Heft: 1096

Artikel: Priorités : la question sociale
Autor: Linder, Wolf
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1022048

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

PRIORITÉS

La question sociale

Plusieurs années durant, Wolf Linder a fait partie de l'équipe rédactionnelle de DP. Son éloignement géographique et ses tâches professionnelles ne lui permettent plus d'assumer cette responsabilité. A l'avenir nous publierons en traduction dans la rubrique «Forum» la contribution qu'il livre périodiquement au quotidien bernois «Der Bund». Le texte qui suit est paru le 12 septembre.

Wolf Linder
directeur du Centre de recherche de politique suisse de l'Université de Berne

C'est sans bruit, pour ainsi dire sans tonnerre et sans grêle, que l'été torride que nous avons connu cette année prit congé, avec une chute de température de 20 degrés, et fit place à une semaine humide et froide. On observe un phénomène semblable en économie: nous sommes entrés en récession presque imperceptiblement.

Lorsqu'il y a deux ans, la Suisse romande a dû faire face à un resserrement du marché de l'emploi et que des milliers de ménages modestes se sont retrouvés aux limites de la pauvreté à cause du renchérissement et des hausses de loyer, la Suisse alémanique a considéré cela plutôt comme une perturbation locale. Aujourd'hui la récession a gagné tout le pays. L'économiste genevois et conseiller national Peter Tschopp n'a pas craint de parler de la «crise la plus importante depuis les années trente» et il a qualifié la récession de «scandale pour la politique et l'économie». Un scandale ? Il y a aujourd'hui près de 100 000 chômeurs, mais rares sont les médias et les politiciens qui semblent intéressés par ce thème. Même sans l'Espace économique, les hausses successives du taux hypothécaire nous rapprochent du niveau européen. Et cette ponction de plusieurs milliards est à peine mentionnée et ne fait pas l'objet d'un débat approfondi. Au nom de la lutte contre l'inflation, la Banque nationale contrôle sévèrement la masse monétaire comme à l'époque de la haute conjoncture. Mais savons-nous qui paie la facture ? Alors que les bénéfices des banques explosent, l'Etat connaît des déficits croissants. Il semble bien qu'on ne veuille pas étaler le scandale dont parle Peter Tschopp.

Il y a vingt ans, la mise en cause du niveau de vie d'un si grand nombre de personnes et de groupes sociaux aurait provoqué de violentes réactions politiques. Lors de la récession du milieu des années septante, la Confédération a rapidement libéré des crédits d'investissement pour une valeur de 5 milliards de francs afin d'assurer l'emploi. Aujourd'hui, la majorité politique ne veut rien savoir d'une telle mesure et d'autres interventions pour juguler la crise. Pourquoi ? On est en droit de poser la question.

Des économistes nous disent qu'une politique économique de type keynésien — en cas de récession l'Etat doit stimuler le secteur privé — n'est guère efficace et qu'une politique conjoncturelle nationale n'est peut-être même plus possible. La politique n'influence que marginalement la croissance, l'emploi, l'inflation et les taux d'intérêt, et de plus de manière peu optimale. Et il y a des économistes pour estimer que cette «adaptation structurelle» est nécessaire. Mais l'évolution de l'idéologie dominante laisse aussi des traces: il est devenu difficile d'affronter les mots d'ordre de libéralisation, de déréglementation, de concurrence accrue et de limitation de l'activité étatique. Les arguments des locataires qui s'élèvent contre le processus actuel de redistribution des richesses et des organisations de salariés qui veulent défendre leurs acquis sociaux ne pèsent guère face à «l'efficacité du marché».

La Suisse n'est de loin pas le seul pays où l'opinion publique réagit moins qu'auparavant à la récession, au chômage et à la redistribution des revenus. En gagnant les dernières élections anglaises, John Major a démenti la théorie selon laquelle l'opposition triomphe lorsque le gouvernement peine face à l'inflation et au chômage. Des observateurs qui ne se contentent pas de sondages d'opinion accordent de bonnes chances de réélection à Georges Bush, quand bien même douze ans de reaganisme ont contribué à abaisser le niveau de vie de la majorité des Américains. Dans de nombreux pays industrialisés et riches, le chômage a remplacé la croissance et l'écart grandissant entre les revenus a mis à jour une nouvelle pauvreté. Mais nulle part n'a surgi le parti des chômeurs ou des pauvres.

Il est possible, pour de multiples raisons, que l'espoir dans des mesures efficaces contre la crise soit déçu. Mais je pense que toutes ces raisons ne permettent pas d'accepter comme une fatalité une pauvreté durable, le chômage ou la progression des inégalités sociales. Le chômage de celui ou celle qui désire travailler est un scandale; la redistribution des revenus telle qu'elle se fait aujourd'hui menace la paix sociale. Une société économiquement duale et la démocratie sont pour moi incompatibles.

Si la question sociale se pose à nouveau, c'est précisément parce que la Suisse a besoin de plus de concurrence et qu'à l'avenir nous devrons probablement travailler plus durement pour un salaire diminué. Car la concurrence et le principe d'efficacité produisent des inégalités et des conflits sociaux. La tradition helvétique de l'équilibre social entre le capital et le travail a permis par le passé d'éviter ou d'atténuer les conflits sociaux, y compris dans les périodes difficiles. Les deux parties y ont trouvé des avantages et ont dû supporter des inconvénients, chacun y a probablement gagné.

La question européenne mobilise à juste titre l'agenda politique. Mais elle ne doit pas faire oublier la question sociale. Cette dernière, quel que soit le résultat de la votation au soir du 6 décembre prochain, constitue un défi politique que nous avons à régler nous-mêmes. Et elle mérite plus d'attention que nous ne lui en accordons aujourd'hui. ■

DP Domaine Public

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley (jd)
Rédacteur: Pierre Imhof (pi)
Secrétaire de rédaction:
Frances Trezevant Honegger (fth)
Ont également collaboré à ce numéro:
André Gavillet (ag)
Yvette Jaggi (yj)
Charles-F. Pochon (cfp)
Forum:Wolf Linder
Abonnement: 75 francs pour une année
Administration, rédaction: Saint-Pierre 1, case postale 2612, 1002 Lausanne
Téléphone: 021 312 69 10
Télécopie: 021 312 80 40 – **CCP:** 10-15527-9
Composition et maquette:
Frances Trezevant Honegger, Pierre Imhof, Françoise Gavillet
Impression:
Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens